**Modèle de recours sur le caractère dérogatoire de l'emploi (cas n°2)**

**Recours gracieux contre la décision individuelle relative à l'accès réservé à la titularisation dans le cadre de la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant**

**diverses dispositions relatives à la fonction publique.**

**Ministère de la Culture – Service des ressources humaines**

**Bureau du dialogue social et de l'expertise statutaire**

**182, rue Saint-Honoré**

**75001 PARIS CEDEX 01**

**Lettre recommandée avec accusé de réception n° ….......................................***(numéro de recommandé à indiquer au stylo lors de l'envoi du dossier à la poste)*

**Objet : Recours sur la catégorie notifiée**

Je soussigné(e),

Nom : .....................................…...........……..... Prénom : .........……….............................

Établissement / Service : ..............…….....……...........................................……................

Adresse professionnelle : ....................…….............……..................……..........................

Téléphone professionnel : ..................…………..………………………………………..…...

Courriel : ...................................…..…...................@...............................…........………....

conteste l’attestation du *JJ/MM/AA* d'éligibilité au dispositif d'accès réservé à la titularisation dans le cadre de la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique.

Dans la décision susmentionnée, vous me notifiez une éligibilité au dispositif d'accès réservé à l'emploi titulaire pour un niveau de fonction de catégorie *(indiquez une seule catégorie : B ou C)*, **je conteste le niveau de fonction qui m'a été notifié.**

Je conteste cette appréciation car je justifie de l'exercice de missions du niveau de la catégorie *(indiquez une seule catégorie : A ou B)*.

Catégorie correspondante au niveau des missions des fonctionnaires du *ou* des corps suivants : *(lister le nom du ou des corps de fonctionnaires correspondants)*.

*[Il s'agit dans le corps de cette lettre d'expliciter les motivations précises du recours. Par exemple :*

*– en développant vos arguments sur la base de votre fiche de poste, soit à partir des missions réellement exercées. Il s'agit d'étayer votre propos et de démontrer que vos missions sont véritablement des missions de la catégorie visée et de vous appuyer sur les pièces jointes à ce recours ;*

*– présenter vos missions en ce qu'elles correspondent, le cas échéant, à celles exercées par un ou plusieurs corps de fonctionnaires que vous citerez.]*

Au vu des éléments et des documents joints listés ci-dessous :

*[Il s'agit de lister précisément toutes les pièces jointes, avec date des courriers, descriptif précis du document,* etc. *Ces éléments doivent être numérotés et présentés dans un ordre de pièces qui va de la plus importante à la moins importante. Par exemple :*

Pièce 1 : copie de l’attestation notifiée par le bureau des ressources humaines m'informant de ma situation individuelle en date du *JJ/MM/AA* ;

Pièce 2 : copie de la fiche métier *(nom du métier)* du cadre de gestion du *(nom de l'établissement)* auquel ma fiche de poste correspond ;

Pièce 3 : copie de la fiche de poste ;

Pièce 4 : copie du *ou* des contrat(s) et / ou avenant au contrat de travail ;

Pièce 5 : copie de mon *ou* mes entretien(s) professionnel(s) en date du *JJ/MM/AA* ;

Pièce XXX : toute pièce et tout document que vous jugerez nécessaire à la justification de votre recours.]

je vous demande de bien vouloir procéder au retrait de la décision contestée ET d'édicter une nouvelle décision conforme à ma situation.

Fait à ...............…...............…, le ...............…...............… 2017

**Nom de l'agent et signature**

• Copie à *(l'établissement)* ;

• Copie simple de votre dossier à : Syndicat CFDT-Culture – 61, rue de Richelieu 75002 PARIS.